

Idées • Numérique

« La Cnil n'a pas été créée pour des prunes... » Que nous apprend l'expérience indienne de fichage de la population ?

Entretien Dans « Ficher tout le monde », le sociologue Nicolas Belorgey retrace la genèse et les usages sécuritaires de l'« Aadhaar », le système d'identification indien basé sur des données biométriques.

Propos recueillis par Salomé Chabert

Publié le 29 juin 2026 à 8h00

Lecture : 6 min. [Abonné](#)



Une Indienne se soumet au scan de ses iris, afin d'établir sa carte Aadhaar, le 17 juillet 2018 à Amritsar, dans le nord-ouest de l'Inde. NARINDER NANU/AFP



S'abonner pour lire

Pour aller plus loin



Dossier Notre sélection du week-end

Après un premier terrain sur le nouveau management des hôpitaux français, le sociologue Nicolas Belorgey s'est intéressé au projet indien d'identifiant numérique unique, l'« Aadhaar ». Dans « Ficher tout le monde ? » (CNRS Editions), le chercheur restitue les débats entre partisans et détracteurs du dispositif, fondé sur la biométrie. Centraliser les données de près d'un sixième de la population mondiale est long et onéreux. Loin de dépeindre un Etat orwellien, Nicolas Belorgey répertorie les phases de tâtonnement, les partenariats public-privé et l'acceptabilité sociale contrastée de l'identification biométrique. Entretien.

Qu'est-ce que cet « Aadhaar » auquel vous vous êtes intéressé ?

Nicolas Belorgey Un projet d'identifiant numérique lancé en Inde en 2009. À l'époque, à peine 10 % de la population du pays est sur internet. Le gouvernement contourne cette faible pénétration du numérique en développant une identification biométrique serrée, qui recoupe des informations administratives, la capture des dix empreintes digitales et le scan des iris. Ces données agrégées aboutissent à une clé primaire, un numéro unique qui permet de croiser plusieurs bases de données publiques et privées afin d'obtenir une connaissance plus granulaire des actions des résidents indiens.

Publicité

Comment les nationalistes hindous se servent-ils de cet identifiant ?

Au début des années 2000, Modi gouvernait l'Etat du Gujarat et développait un premier projet d'identification à une plus petite échelle. Quand l'Aadhaar s'est développé au niveau national sous l'impulsion du parti rival, le Congrès national indien, Modi a dénoncé à cor et à cri ce « *gadget sans vision* », avant de le reprendre à son compte lors de son arrivée au pouvoir en 2014. Certains partis se sont servis du programme pour recouper les données biométriques avec les bases de la police. D'abord réservés aux enquêtes, ces croisements ont été utilisés de manière extensive pour traquer les opposants politiques et établir les profils de toute la population. En 2023, alors qu'environ 95 % des Indiens étaient enregistrés, les nationalistes hindous se sont finalement fendus d'une loi très incomplète sur la protection des données, d'ailleurs plutôt destinée à les faire circuler.

A lire aussi



Reportage Nationalisme, propagande et violences : plongée dans l'Inde de Modi

Abonné

Quels intérêts tirent les entreprises et les courtiers privés de l'identifiant ?

En 2011, un rapport du Forum économique mondial expliquait que les données sont le pétrole d'aujourd'hui (« *Data is the new oil* ») et que nombre d'acteurs bénéficieraient des identifiants numériques. Les entreprises internationales au premier chef – Microsoft via ID4D, une entité hébergée par la Banque mondiale, ou encore eBay – en profitent pour faire du ciblage publicitaire ou améliorer leurs marges. Les courtiers l'utilisent, eux, pour le *credit scoring* [l'évaluation des risques-clients, NDLR] et interconnectent les

données bancaires à d'autres informations, par exemple les publications sur les réseaux sociaux, pour revendre des profils « enrichis ». Les groupes indiens sont partie prenante d'Aadhaar, en particulier Infosys, géant coté au Nasdaq dont le cofondateur, Nandan Nilekani, a même présidé l'agence gouvernementale en charge de ce système, l'Unique Identification Authority of India (UIDAI)...

Vous mentionnez comme spécificité des pays du Sud l'argument du « leapfrog », soit l'enjambement d'une révolution technologique pour passer directement à la suivante et ainsi combler son retard. Comment a-t-il été mobilisé ?

Il se comprend notamment à la lumière de la concurrence entre la Chine et l'Inde. La première s'est forgé la réputation d'atelier du monde et connaît un très fort décollage économique. Pour l'Inde, le *leapfrog* est la promesse d'être projetée grâce à l'innovation technologique dans une économie de services, sans devoir rattraper le retard accumulé dans le secteur secondaire. Cependant, cet argument a été peu probant, il est resté d'ordre commercial.

Publicité

Pour faciliter la pénétration d'Aadhaar, le gouvernement indien a restreint les transactions en liquide. Alors que les principaux billets perdaient leur cours légal du jour au lendemain, et que des queues monstrueuses se formaient devant les banques pour les échanger, les gens devaient s'enregistrer dans Aadhaar pour pouvoir accéder aux applications mobiles de paiement, en attendant les coffres-forts numériques, et aux commandes de repas ou de taxis. On retrouve la thèse schumpéterienne qui prête aux innovations une capacité à lancer des cycles de croissance. Néanmoins, les analyses *a posteriori* du ratio coût-bénéfice mettent à mal cette croyance dogmatique car la politique de dématérialisation a plutôt eu un impact récessif sur l'économie.





Une Indienne pose avec un billet de 2 000 roupies, sa carte Aadhaar et son doigt marqué d'encre, après avoir échangé des billets de 500 et 1 000 roupies retirés de la circulation, le 17 novembre 2016 dans une banque de Madras, dans le sud de l'Inde. ARUN SANKAR/AFP

Quid des failles, arnaques et des doublons de l'identifiant numérique ?

A l'inverse du code bancaire qui peut être changé en cas de fuite, les empreintes ou le scan des iris sont des données permanentes, ce qui décuple le risque lorsque leur sécurité est compromise. Un exemple est l'arnaque à la livraison de bouteilles de gaz. Les escrocs capitalisent sur la peur des foyers indiens de manquer d'énergie pour cuisiner et se présentent au domicile en prétextant une erreur pour contraindre à réitérer l'enregistrement biométrique. Plus tard, nulle bonbonne en vue mais vous vous apercevez que votre compte a été débité, sans possibilité de prouver votre statut de victime d'usurpation. L'infaillibilité supposée de la biométrie se retourne contre l'utilisateur.

A cela s'ajoute l'obsession gouvernementale de « *virer les doublons, virer les fantômes* » des listes en agitant le spectre du versement indu d'aides sociales. Des études documentent les victimes collatérales de ces chasses aux doublons, avec la suppression accidentelle de nombreux bénéficiaires de la retraite ou de pensions alimentaires. Idem dans le domaine politique, avec des révisions d'ampleur des listes électorales désormais indexées sur Aadhaar. A l'issue de ce tri, un petit changement dans le nombre de voix, amplifié par le mode de scrutin, a par exemple permis aux nationalistes hindous de remporter l'Etat du Bengale-Occidental qui leur échappait jusque-là.

Comment les effets du dispositif varient-ils en fonction des groupes sociaux

indiens ?

L'enregistrement biométrique a été testé en priorité dans les zones populaires et rurales, d'abord sur un mode incitatif puis obligatoire, avec la menace de se voir refuser l'accès aux rations alimentaires et aux soins publics. Pour atteindre ces populations, les promoteurs ont mobilisé les associations, qui se sont peu à peu aperçues que l'enregistrement desservait finalement les plus précaires – par exemple, des familles ne disposant pas de papiers d'identité individuels. Lorsque ces ONG ont dénoncé la privation illégale des bénéficiaires de leurs droits, les défenseurs d'Aadhaar ont durci le ton. Jusqu'alors, l'identifiant était présenté comme un outil permettant de s'affranchir de la lourdeur bureaucratique, mais, à partir de ce moment-là, le projet est passé en force, en utilisant ledit appareil d'Etat, notamment sa composante répressive pourtant si décriée peu de temps avant.

Publicité

Certains opposants sont affublés du surnom étonnant de « wine 'n cheese' aadhaarophobics ». Qu'est-ce que cela veut dire ?

L'utilisation par les partis politiques conservateurs de sobriquets tels que « libéraux en limousines » (aux Etats-Unis), « gauche caviar » ou « bourgeois-bohèmes », pour dénigrer leurs adversaires n'est pas nouvelle. L'expression « *wine 'n cheese' aadhaarophobics* » est une sorte d'équivalent indien du phénomène. Le vin et le fromage – importés de France ! – sont considérés comme des biens de luxe que seule une élite peut s'offrir. Elle réduit les opposants à de riches luddites qui vivraient hors sol. Les promoteurs d'Aadhaar se sont positionnés comme les défenseurs des pauvres, qui n'auraient pas le loisir d'ergoter sur les effets liberticides de cet identifiant numérique moderne. Le battage médiatique dont Aadhaar a bénéficié a rendu inaudibles les voix des défenseurs des libertés publiques, des droits sociaux, de certains informaticiens et même parfois de nationalistes hindous qui auraient à l'inverse espéré

un outil de fichage plus rigoureux.

Vous mobilisez le travail de l'historien sud-africain Keith Breckenridge sur la mise en lisibilité coloniale des corps par la biométrie. Que vient faire Gandhi dans cette histoire ?

A lire aussi



Tribune La reconnaissance faciale, « caractéristique des régimes autoritaires », par Thomas Le Bonniec

Le relevé des empreintes a été utilisé par les Britanniques en Inde et en Afrique du Sud comme un outil de disciplinarisation. Prémices de l'apartheid, la biométrie servait à appuyer sur des distinctions racistes le tri de la main-d'œuvre dans les mines. Gandhi, alors avocat à Johannesburg, a dénoncé le caractère impérialiste de ces outils. Cependant, les opposants contemporains à l'identifiant n'ont pas réinvesti ce pan de l'histoire. Les promoteurs d'Aadhaar ont d'ailleurs essayé de gommer la critique de l'impérialisme et de la surveillance de masse : l'identifiant soutiendrait l'avènement de la justice et de l'émancipation individuelle contre l'opacité et la corruption des franges de la population réticentes à s'enregistrer.

Publicité

Quelles leçons en tirer pour nos sociétés européennes ?

Le Sud est depuis longtemps le terrain d'expérimentation de ces technologies. Mais depuis les attentats du 11-Septembre, la promotion états-unienne de l'identification digitale a déteint sur la France, qui a par exemple équipé ses aéroports du système

Parafe combinant reconnaissance d'empreintes digitales et faciales.

En 1974, en France, un premier projet d'identifiant numérique avait fait un tollé monstrueux, au point que « le Monde » avait titré « Safari ou la chasse aux Français », ce qui avait conduit en 1978 à la naissance de la Cnil [*la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés*, NDLR] pour empêcher les tentations d'interconnecter toutes les bases à des fins de surveillance de la population. Mais l'objectif, avec FranceConnect par exemple, demeure bien d'instaurer une clé primaire, aujourd'hui facultative mais demain probablement obligatoire, une fois la grande majorité de la population enregistrée sur une base « volontaire ». Sa promotion s'appuie sur des arguments souverainistes – il s'agirait avant tout d'éviter l'usage de Facebook Connect. Si le Rassemblement national arrive au pouvoir en 2027, il disposera d'outils de fichage puissants. La Cnil n'a pas été créée pour des prunes, ce serait dommage de l'oublier...

BIO EXPRESS

Nicolas Belorgey est chercheur CNRS à l'Institut de Recherche interdisciplinaire en Sciences sociales (Irisso, université Paris-Dauphine), où il enseigne, et au Centre de Sciences humaines (CSH) à Delhi.



« Ficher tout le monde ? La bataille de l'identifiant numérique en Inde », par Nicolas Belorgey, CNRS Editions, 368 p., 25 euros.